

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 276

[C — 2003/29009]

19 DECEMBER 2002. — Decreet houdende instemming met het Europees Landschapsverdrag, opgemaakt te Florence, op 20 oktober 2000 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Enig artikel. Het Europees Landschapsverdrag, opgemaakt te Florence, op 20 oktober 2000, zal geheel in werking treden.Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 19 december 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUINDe Minister van Cultuur,
Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTEDe Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLETDe Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTEDe Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUISDe Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLERDe Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL—
Nota(1) *Zitting 2002-2003**Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet nr. 329-1. — Verslag nr. 329-2.*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 2002.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 277

[C — 2003/29008]

19 DECEMBRE 2002. — Décret relatif à la représentation des membres de la Communauté française au sein des conseils d'administration des associations sans but lucratif subventionnées par la Communauté française et œuvrant en ordre principal dans le secteur culturel (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Membres d'un cabinet ministériel » : les membres d'un cabinet ministériel d'un ministre du Gouvernement de la Communauté;

2° « Membres de l'administration » : les agents statutaires ou contractuels du Ministère de la Communauté française ou du Commissariat général aux Relations internationales qui sont amenés, dans le cadre de leur fonction, à rendre un avis quant à la reconnaissance, au subventionnement ou au fonctionnement d'une association sans but lucratif telle que définie au 3° du présent article;

3° « Associations » : les associations sans but lucratif qui sont subventionnées ou qui ont introduit une demande visant à être subventionnées par la Communauté française selon les critères repris à l'article 2 du présent décret et œuvrant dans les matières visées par l'article 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° et 8° de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

4° « Communauté » : la Communauté française de Belgique.

Art. 2. Les dispositions du présent décret s'appliquent aux associations qui bénéficient ou qui ont introduit une demande visant à bénéficier de manière récurrente de subsides de la Communauté dont le montant est égal ou supérieur à un montant fixé par le Gouvernement pour chacun des secteurs qu'il détermine et dont un ou plusieurs administrateurs sont membres d'un cabinet ministériel ou de l'administration.

Le présent décret s'applique en outre aux associations qui sont liées à la Communauté dans le cadre d'un contrat-programme, d'une convention ou de tout autre lien contractuel d'une durée supérieure à un an.

Art. 3. § 1^{er}. Pour bénéficier de l'octroi de subventions de la Communauté, les associations ne peuvent comprendre au sein de leur conseil d'administration, un ou plusieurs membres d'un cabinet ministériel ou un ou plusieurs membres de l'administration avec voix délibérative.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux associations :

1° qui sont constituées notamment à l'initiative de la Communauté qui en est membre et dont, en vertu des statuts, des représentants sont désignés en vue de composer leurs instances de gestion;

2° auxquelles la Communauté confie explicitement le soin d'assurer fonctionnellement des missions de service public ou le soin de gérer un patrimoine appartenant à la Communauté;

3° dont les membres, en tout ou en partie, sont des représentants de la Communauté chargés par elle de mandats particuliers de gestion;

4° qui sont des Centres culturels agréés par la Communauté;

5° le centre culturel transfrontalier.

Art. 4. § 1^{er}. Toute personne désignée par la Communauté dans un conseil d'administration, l'y représente dans le cadre d'un mandat dont le contenu est fixé par le Gouvernement.

§ 2. A l'exception des mandats assumés dans les associations visées à l'article 3, § 2, du présent décret, le Gouvernement veille à ce que le mandat des représentants de la Communauté n'autorise pas ses titulaires à interférer dans les choix culturels de l'association et consiste notamment :

1° à entretenir un dialogue avec les opérateurs culturels auprès desquels ils exercent leurs mandats et à les informer des orientations de la politique culturelle de la Communauté en rapport avec le secteur d'activité de l'association;

2° à examiner si les projets subventionnés par la Communauté française des associations au sein desquelles ils siègent s'inscrivent dans la politique culturelle de la Communauté;

§ 3. Pour ce qui concerne les associations visées à l'article 3, § 2, du présent décret, le Gouvernement veille à ce que le mandat consiste notamment à assurer l'adéquation entre la politique culturelle de l'association avec la politique culturelle de la Communauté et à vérifier l'utilisation adéquate des subventions et des moyens alloués par la Communauté.

§ 4. Les représentants de la Communauté rendent compte de l'exercice de leur mandat, au moins tous les six mois, au ministre qui a dans ses attributions les compétences dont relèvent les activités de l'association au sein de laquelle ils siègent.

Art. 5. Aucune association ne peut comprendre au sein de son conseil d'administration un membre d'un cabinet ministériel ou de l'administration qui siège déjà au conseil d'administration de cinq associations.

Art. 6. § 1^{er}. Les membres de l'administration qui sont nommés en raison de cette qualité au conseil d'administration d'une association le sont pour une durée de maximum cinq ans.

§ 2. Les mandats des membres d'un cabinet ministériel qui sont nommés en raison de cette qualité au conseil d'administration d'une association expirent de plein droit au plus tard six mois après l'élection du nouveau ministre compétent par le Parlement de la Communauté française.

§ 3. Les mandats des membres visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sont renouvelables sauf si les statuts de l'association en disposent autrement.

Art. 7. Toute personne visée à l'article 4, § 1^{er}, est démissionnaire de plein droit de son mandat en cas d'absence à trois réunions du conseil d'administration dont elle est membre au cours de la même année, sauf si cette absence est justifiée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002*

Document du Conseil.— Projet de décret, n° 315-1.

Session 2002-2003

Documents du Conseil.— Amendements de commission, n° 315-2.- Rapport, n° 315-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 2002

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 277

[C — 2003/29008]

19 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de vertegenwoordiging van de leden van de Franse Gemeenschap bij de raden van bestuur van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde verenigingen zonder winstoogmerk die voornamelijk actief zijn binnen de culturele sector (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In dit decreet verstaat men onder :

1° « Leden van een ministerieel kabinet » : de leden van een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering;

2° « Leden van het bestuur » : de statutaire of contractuele ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van het Commissariaat-generaal voor de Internationale Betrekkingen die, in het raam van hun ambt, een advies moeten uitbrengen aangaande de erkenning, de subsidiëring of de werking van een vereniging zonder winstoogmerk zoals bepaald in 3° van dit artikel;

3° « Verenigingen » : de verenigingen zonder winstoogmerk die worden gesubsidieerd of die een aanvraag hebben ingediend om te worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op grond van de criteria bedoeld in artikel 2 van dit decreet en die actief zijn op de gebieden bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

4° « Gemeenschap » : de Franse Gemeenschap van België.

Art. 2. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de verenigingen die subsidies krijgen of een aanvraag hebben ingediend om structureel gesubsidieerd te worden door de Franse Gemeenschap waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger dan een bedrag vastgelegd door de Regering voor iedere sector die zij aanduidt en waarvan een of meerdere bestuurders leden zijn van een ministerieel kabinet of van het bestuur.

Dit decreet is daarenboven van toepassing op de verenigingen die, in het raam van een programmacontract, een overeenkomst of iedere andere contractuele verbintenis van meer dan één jaar, gekoppeld zijn aan de Franse Gemeenschap.

Art. 3. § 1. Om subsidies te krijgen van de Franse Gemeenschap mogen de verenigingen binnen hun raad van bestuur geen stemgerechtigde leden van een ministerieel kabinet of stemgerechtigde leden van het bestuur tellen.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op :

1° de verenigingen die met name zijn opgericht op initiatief van de Gemeenschap welke er lid van is en waarvan de vertegenwoordigers, krachtens de statuten, aangeduid worden om in de beheersorganen te zetelen;

2° de verenigingen waaraan de Gemeenschap uitdrukkelijk de zorg toevertrouwd om functioneel opdrachten van openbare dienstverlening te vervullen of een patrimonium van de Gemeenschap te beheren;

3° de verenigingen wier leden, geheel of gedeeltelijk, vertegenwoordigers zijn van de Gemeenschap die van haar bijzondere beheersmandaten hebben gekregen;

4° de verenigingen die door de Gemeenschap erkende culturele centra zijn;

5° het grensoverschrijdend cultureel centrum.

Art. 4. § 1. Iedere persoon die door de Gemeenschap is aangesteld in een raad van bestuur, vertegenwoordigt haar er in het raam van een mandaat waarvan de inhoud is bepaald door de Regering.

§ 2. Uitgezonderd de mandaten die worden vervuld in de verenigingen bedoeld in artikel 3, § 2, van dit decreet, waakt de Regering erover dat het mandaat van de vertegenwoordigers van de Gemeenschap de houders ervan niet toelaat tussen te komen in de culturele keuzes van de vereniging en die met name erin bestaat :

1° en dialoog aan te gaan met de culturele operatoren bij dewelke zij hun mandaten uitoefenen en hen te informeren over de richting van het cultuurbeleid van de Gemeenschap in verband met de activiteitssector van de vereniging;

2° na te gaan of de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde projecten van de verenigingen binnen dewelke zij zetelen in het verlengde liggen van het cultuurbeleid van de Gemeenschap;

§ 3. Wat betreft de verenigingen bedoeld in artikel 3, § 2, van dit decreet, waakt de Regering erover dat het mandaat er met name in bestaat het cultureel beleid van de vereniging af te stemmen op het cultuurbeleid van de Gemeenschap en na te gaan of de toelagen en de middelen die worden toegekend door de Gemeenschap correct aangewend worden.

§ 4. De vertegenwoordigers van de Gemeenschap brengen minstens om de zes maand verslag uit over hun mandaat bij de minister die bevoegd is voor de activiteiten van de vereniging waarin zij zetelen.

Art. 5. Geen enkele vereniging mag in haar raad van bestuur een lid van een ministerieel kabinet of van het bestuur tellen dat reeds zetelt in de raad van bestuur van vijf verenigingen.

Art. 6. § 1. De leden van het bestuur die omwille van deze hoedanigheid zijn benoemd in de raad van bestuur van een vereniging zijn dit voor een maximale duur van vijf jaar.

§ 2. De mandaten van de leden van een ministerieel kabinet die omwille van deze hoedanigheid benoemd zijn in de raad van bestuur van een vereniging verlopen van rechtswege uiterlijk zes maand na de verkiezing van een nieuwe bevoegde minister door het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 3. De mandaten van de leden bedoeld in paragrafen 1 en 2 zijn hernieuwbaar behalve wanneer de statuten van de vereniging anders luiden.

Art. 7. Elkeen bedoeld in artikel 4, § 1, is van rechtswege ontslagnemend uit zijn mandaat als hij in eenzelfde jaar driemaal afwezig is op een vergadering van de raad van bestuur waarvan hij lid is, behalve als deze afwezigheid gewettigd is.

Verklondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet vershijnen.

Brussel, op 19 december 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Document van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 315-1.

Zitting 2002-2003

Documenten van de Raad — Commissieamendementen, nr. 315-2. — Verslag, nr. 315-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 december 2002

—————
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 278

[S - C - 2003/29007]

**19 DECEMBRE 2002. — Décret portant le suivi des résolutions
de la conférence des Nations unies sur les Femmes à Pékin (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française rend compte chaque année devant le Parlement de la Communauté française de la politique menée conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les Femmes qui a eu lieu à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Ce compte rendu contient l'état d'avancement et renferme une évaluation des mesures prises.

Chaque membre du Gouvernement de la Communauté française est tenu de transmettre des informations relatives aux objectifs stratégiques de son département en matière d'égalité entre les femmes et les hommes; les moyens financiers y afférents; la réalisation desdits objectifs et leur évaluation; les obstacles rencontrés et les perspectives en vue de les surmonter; le nom d'une personne de contact chargée de ces matières soit dans son cabinet, soit dans son département.

Art. 2. Le compte rendu annuel sera déposé au Parlement le 30 septembre au plus tard. Le Parlement examine ce rapport avant la fin de l'année en cours et formule, le cas échéant, des recommandations au Gouvernement.

Art. 3. Par mesure transitoire, il est établi que le premier compte rendu, qui couvre la période de septembre 1999 à septembre 2002, devra être introduit avant le 1^{er} mars 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002*

Document du Conseil. — Proposition de décret, n° 296-1

Session 2002-2003

Documents du Conseil. — Amendements de commission, n° 296-2. — Rapport, n° 296-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 11 décembre 2002.